

# COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCY VOID VAUCOULEURS

## CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 3 OCTOBRE 2024

### **Objet : Règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, d'utilisation et de clôture du compte épargne-temps**

L'an deux mille vingt-quatre, le trois octobre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-sept septembre deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

**Etaient présents :** **Boviolles :** LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines :** TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux :** CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte :** LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines :** KERCRET Brigitte ; **Champougny :** VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont :** BENICHOUX Roseline *suppléante de LANTERNE Bruno* ; **Commercy :** BARREY Patrick, CAHU Gérald, KIEFER Sandrine, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville :** BIZARD Michel ; **Dagonville :** WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse :** ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois :** FOURNIER Catherine ; **Euville :** FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt :** BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** DAL ZOTTO *suppléante de FILLION Jean-Charles* ; **Laneuville-au-Rupt :** FURLAN Jacques ; **Lérrouville :** HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte ; **Mélny-le-Grand :** WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit :** BIZET Jehanne *suppléante de DUVAL Didier* ; **Ménil-La-Horgne :** KAISER Claude ; **Montbras :** MAGRON Philippe ; **Neuville-les-Vaucouleurs :** TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse :** ANDRE Séverine *suppléante de GUILLAUME Jean-Louis* ; **Pagny-la-Blanche-Côte :** ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse :** MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy :** LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire :** BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse :** POTIER Rémi ; **Saulvaux :** PRESSON Evelyne *suppléante de ETIENNE Gilles* ; **Sauvigny :** HENRY Jean Luc ; **Troussey :** GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse :** FIGEL Régis ; **Vadonville :** AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs :** DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon :** GAUCHER Alain, ROCHON Sylvie

**Absents :** **Boncourt-sur-Meuse :** LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure :** LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois :** BELMONT Stéphanie ; **Chonville-Malaumont :** LANTERNE Bruno ; **Commercy :** CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laëtitia ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** FILLION Jean-Charles ; **Lérrouville :** VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure :** PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise :** CARDOT Julien ; **Mécrin :** MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit :** DUVAL Didier ; **Montigny-les-Vaucouleurs :** NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois :** VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand :** SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse :** GUILLAUME Jean-Louis ; **Pont-sur-Meuse :** GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle :** LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin :** POIRSON Éliane ; **Saulvaux :** ETIENNE Gilles ; **Sauvoy :** MASSON Sophie ; **Sepvigny :** MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin :** KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Taillancourt :** MAZELIN François ; **Vaucouleurs :** DI RISIO Ghislaine ; **Vignot :** LECLERC Madeleine, MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle :** LAURENT Eddy ; **Void-Vacon :** JOUANNEAU Olivier, THIRY Nathalie ; **Willeroncourt :** LAFROGNE Nicolas

#### Pouvoirs ont été donnés à :

WAGNER Dominique de PETITJEAN Joël ; LIGIER Jean-Pierre de LAFROGNE Nicolas ; FOURNIER Catherine de SCHMITT Robert ; THIRIOT Elise de CARE Florent ; REYRE Benoit de GENART Angélique, BARREY Patrick de MARCHAND Martine ; HUMBERT Jean-Claude de VIZOT Alain

Secrétaire de séance : HENRY Jean-Luc

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 48

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de suffrages exprimés : 55

VOTES : Pour : 55 - Contre : 0 - Abstention : 0

**Objet : Règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, d'utilisation et de clôture du compte épargne-temps****03/10/2024 Délibération n°76-2024**

Le Compte Epargne Temps (C.E.T.) permet le report de certains jours de congé dans un compte épargne temps.

Il est ouvert aux agents titulaires et non titulaires justifiant d'une année de service. Les stagiaires et les non titulaires de droit privé ainsi que les enseignants artistiques ne peuvent bénéficier du C.E.T.

Il permet à son titulaire d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés.

L'initiative en revient à l'agent qui formule sa demande à l'autorité territoriale.

La réglementation fixe un cadre général mais il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, les modalités d'applications locales du C.E.T. comprenant le détail des modalités d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, de fermeture, ainsi que les modalités de son utilisation par l'agent.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L611-2, L621-4 et L621-5,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, notamment son article 37,

Vu le Décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n°2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018, relatif à la conservation des droits acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique,

Vu Circulaire n° 10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 01<sup>er</sup> juillet 2024 ;

- FIXE les modalités de mise en œuvre du CET selon le dispositif suivant :

**Article 1. ALIMENTATION DU CET**

Le CET est alimenté par :

- Le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement ;
- Il ne peut être alimenté par les jours de repos compensateurs (récupération des heures supplémentaires ou complémentaires notamment). Pour les agents annualisés du service Enfance Jeunesse Education, les heures générées à l'occasion de remplacement, compte tenu des besoins/contraintes de service peuvent être mis sur le CET.

Le CET peut être alimenté dans la limite de 60 jours.

**Article 2. PROCEDURE D'OUVERTURE ET D'ALIMENTATION :**

L'ouverture du CET est de droit pour les agents et elle peut être demandée à tout moment de l'année.

Cette demande se fera par remise du formulaire de demande d'ouverture.

L'alimentation du C.E.T. se fera une fois par an sur demande des agents formulée auprès du service Ressources Humaines :

- avant le 28 février de l'année N+1 ;
- avant le 30 juin de l'année scolaire concernée pour les agents annualisés du service EJE

La demande doit indiquer la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte. Elle pourra se faire par le biais du formulaire de demande d'alimentation.

Le service Ressources Humaines informera l'agent chaque année des jours épargnés et des jours utilisés au minimum 1 mois avant la date limite prévue pour l'alimentation du compte.

### **Article 3. UTILISATION DU CET**

L'agent peut utiliser tout ou partie de son CET dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités du service et pris dans les conditions mentionnées à l'article 3 du décret du 26 novembre 1985 (ou toute réglementation s'y substituant) et dans le règlement intérieur de la collectivité.

Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés à la cessation définitive de fonctions, ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, d'adoption ou de paternité et d'accueil de l'enfant, d'un congé du proche aidant ou d'un congé de solidarité familiale.

Le CET peut être utilisé sans limitation de durée. Il est conservé par l'agent en cas de mutation, de mise à disposition, de disponibilité, de détachement ou de mobilité vers une autre fonction publique (d'Etat ou hospitalière).

**L'agent peut utiliser tout ou partie de ses jours épargnés dans le CET, qu'il soit titulaire ou non titulaire, uniquement sous la forme de congés, sous réserve de nécessités de service.**

La monétisation du CET n'est pas prévue par la collectivité.

### **Article 4. CLOTURE DU CET**

Le C.E.T. doit être soldé et clôturé à la date de la radiation des cadres ou des effectifs pour le fonctionnaire ou à la date de la radiation des effectifs pour l'agent contractuel.

Lorsque ces dates sont prévisibles, l'autorité territoriale informera l'agent de la situation de son C.E.T., de la date de clôture de son C.E.T. et de son droit à utiliser les congés accumulés à la date de la clôture dans des délais qui lui permettent d'exercer ce droit.

En cas de décès d'un titulaire du C.E.T., les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation de ses ayants droit. Le nombre de jours accumulés sur le compte épargne temps est multiplié par le montant forfaitaire correspondant à la catégorie à laquelle appartenait l'agent au moment de son décès. Cette indemnisation est effectuée en un seul versement, quel que soit le nombre de jours en cause.

- **INDIQUE** Que, sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année ;
- **AUTORISE** l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent ;
- **CHARGE** l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir du 01 janvier 2025

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.  
Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

**Le Président**



**Francis LECLERC**

Date de convocation : 27/09/2024

Envoyé en préfecture le 08/10/2024

Reçu en préfecture le 08/10/2024

Publié le

ID : 055-200066157-20241003-76 : 2024-DE

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.